

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs en Vorming, Sport, Toerisme en Internationale Betrekkingen en van de Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, d.d. 8 juni 1990;

Gelet op het akkoord van de Minister tot wiens bevoegdheid de begroting behoort, d.d. 16 juli 1990;

Gelet op het protocol van onderhandelingscomité A;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Gelet op de beraadslaging van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 16 juli 1990,

Besluit :

Artikel 1. Het personeelslid van het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs, dat vast benoemd is en tot de categorie bestuurs- en onderwijzend personeel, opvoedend hulppersonneel, paramedisch personeel of administratief personeel behoort, geniet buiten zijn wedde of weddetoelage een toelage gedurende de periode waarin hij voorlopig of tijdelijk, in afwezigheid van de titularis, een beter bezoldigd ambt uitoefent ter vervanging van zijn prestaties als vastbenoemd personeelslid of van een gedeelte ervan.

Art. 2. De in artikel 1 bedoelde toelage wordt toegekend wanneer het beter bezoldigd ambt voorlopig gedurende ten minste tien opeenvolgende dagen uitgeoefend werd. In dat geval wordt ze toegekend vanaf de 1e dag voorlopige ambtsuitoefening.

Art. 3. § 1. Het jaarbedrag van de in artikel 1 bedoelde toelage is gelijk aan het verschil tussen de jaarwedde die het personeelslid zou genieten als hij alle hem toevertrouwde functies in vast verband uitoefende en de jaarwedde die hij geniet in het ambt waarin hij vast benoemd is.

§ 2. Het dagelijks bedrag van de toelage voor het in artikel 1 bedoelde personeelslid wordt bekomen door het ingevolge § 1 verkregen bedrag door 300 te delen.

§ 3. De toelage wordt maandelijks na vervallen termijn bepaald. Het jaarbedrag mag per schooljaar 300/300 niet te boven gaan.

Art. 4. Een dienstonderbreking van minder dan tien opeenvolgende dagen heeft niet tot gevolg dat de toelage gedurende de afwezigheid opgeschort word.

Art. 5. Dit besluit treedt in werking op 1 september 1990.

Art. 6. De Minister van Onderwijs en Vorming, Sport, Toerisme en Internationale Betrekkingen en de Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 11 september 1990.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Onderwijs en Vorming, Sport, Toerisme en Internationale Betrekkingen,

J.-P. GRAFE

De Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,

Y. YLIEFF

F. 90 — 3073

**24 SEPTEMBRE 1990. — Arrêté de l'Exécutif
portant création d'un Conseil des Parents d'Elèves de la Communauté française**

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu la loi du 29 mai 1959 modifiant la législation relative à l'enseignement gardien, primaire, moyen, normal, technique et artistique, notamment les articles 1 à 5;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 modifiée par la loi du 8 août 1988;

Vu l'Arrêté de l'Exécutif du 27 décembre 1985 de la Communauté française réglant la signature des actes de l'Exécutif;

Vu l'Arrêté de l'Exécutif du 18 février 1988 de la Communauté française portant règlement de son fonctionnement, tel que modifié;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances en date du 24 avril 1990;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Vu la délibération de l'Exécutif en date du 16 juillet 1990;

Sur la proposition du Ministre de l'Enseignement et de la Formation, du Sport, du Tourisme et des Relations internationales et du Ministre de l'Education et de la Recherche scientifique,

Arrête :

Article 1^{er}. Il est institué auprès du Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation de la Communauté française un Conseil des Parents d'Elèves de la Communauté française.

Le Conseil des Parents d'Elèves de la Communauté française a pour mission de :

1. donner son avis sur tous les problèmes généraux concernant l'enseignement et l'éducation, soit d'initiative, soit à la demande des Ministres qui ont l'Education dans leurs attributions.
2. faire aux Ministres précités toute suggestion qu'il juge utile à la promotion de l'enseignement et de l'éducation de la jeunesse.

Art. 2. Le Conseil des Parents d'Elèves de la Communauté française est composé :

1. d'un président et d'un vice-président nommés par l'Exécutif;

2. de six membres effectifs et de six membres suppléants représentant la Fédération des Associations de Parents de l'Enseignement officiel (FAPEO) et de la Confédération nationale des Associations de Parents de l'Enseignement libre (CNAPE);

3. de 12 membres effectifs et de 12 membres suppléants choisis par les Ministres concernés sur une liste double de candidats.

Les membres effectifs et les membres suppléants représentent, par moitié, les parents d'élèves fréquentant les établissements de l'enseignement officiel de la Communauté française et les parents d'élèves fréquentant les établissements d'enseignement libre de la Communauté française.

La liste double sera présentée aux Ministres concernés conjointement par les groupements d'associations de parents les plus représentatifs de l'enseignement de la Communauté française.

Art. 3. Le président, le vice-président et les membres du Conseil des Parents d'Elèves de la Communauté française sont nommés par l'Exécutif pour une durée de quatre ans.

Art. 4. Les membres effectifs et suppléants visés au 3° de l'article 2 doivent au moment de leur désignation, être parents d'au moins un enfant inscrit dans l'enseignement de niveau maternel, primaire ou secondaire et membre d'une association de parents affiliée à l'une des deux associations visées à l'article 2, 2°. L'Exécutif procède dans les trois mois au remplacement de tout membre qui aura cessé de faire partie du Conseil : le nouveau membre ainsi désigné achèvera le mandat du membre remplacé.

Art. 5. Le président et le vice-président représentent respectivement chacune des deux associations de parents d'élèves visées à l'article 2, 2°. Le Conseil est présidé alternativement par un représentant de l'une et l'autre de ces associations dans un ordre de succession initialement déterminé par l'Exécutif.

Art. 6. Il est créé, au sein du Conseil des Parents d'Elèves de la Communauté française, un bureau se composant :

1° du président;

2° du vice-président;

3° de quatre membres choisis parmi ses membres effectifs, dans le respect de la parité préconisée à l'article 2, 2° et 3°.

Le bureau est chargé de la coordination des travaux du Conseil et des commissions ainsi que des relations avec les autorités concernées et avec les tiers.

De plus, le bureau est habilité à prendre toutes les dispositions utiles pour coordonner l'action du Conseil des Parents d'Elèves de la Communauté française avec une institution similaire éventuelle d'un autre régime linguistique dans les conditions déterminées par les Ministres concernés.

Art. 7. Le secrétariat, fonctionnant sous l'autorité du bureau, est assumé par un fonctionnaire ayant au moins le rang de secrétaire d'administration désigné à cet effet au sein du Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation.

Art. 8. Le Conseil se réunit au moins une fois par trimestre et sur convocation de son président, soit à l'initiative de ce dernier, soit à la requête des Ministres concernés soit sur demande écrite de quatre membres effectifs au moins.

Toute convocation indiquera le ou les points mis à l'ordre du jour.

Art. 9. Le Conseil est valablement constitué pour délibérer lorsque plus de la moitié des membres visés à l'article 2, 2° et 3° sont présents.

Toute décision est prise à la majorité simple.

Art. 10. Le Conseil peut former en son sein des commissions dont il détermine la composition, la compétence et la durée. Ces commissions peuvent comprendre des personnes étrangères au Conseil choisies en raison de leur compétence particulière, agréées par lui et ayant voix consultative.

Les commissions sont présidées par un membre du bureau désigné à cet effet.

Art. 11. Le Conseil établit un règlement d'ordre intérieur et le soumet à l'approbation de l'Exécutif.

Art. 12. Les mandats des membres du Conseil sont gratuits.

Les membres bénéficient des indemnités pour frais de parcours alloués aux membres des commissions, comités et conseils de la Communauté française.

Pour le calcul du montant de ces indemnités, ces membres sont assimilés aux fonctionnaires du grade de directeur des administrations de la Communauté française.

Les personnes à la collaboration desquelles il serait fait appel conformément à l'article 10 sont indemnisées de leurs frais de parcours aux conditions fixées pour les membres du Conseil.

Art. 13. Les dépenses occasionnées par le fonctionnement du Conseil et de son secrétariat sont supportées par le budget du Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation.

Art. 14. Le Ministre de l'Enseignement et de la Formation, du Sport, du Tourisme et des Relations internationales et le Ministre de l'Education et de la Recherche scientifique sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 24 septembre 1990.

Par l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement et de la Formation, du Sport,
du Tourisme et des Relations internationales,

J.-P. GRAFE

Le Ministre de l'Education et de la Recherche scientifique,

Y. YLIEFF

VERTALING

N. 90 — 3073

**24 SEPTEMBER 1990. — Besluit van de Executieve
tot oprichting van een Raad van de Ouders van Leerlingen in de Franse Gemeenschap**

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van de wetgeving betreffende het bewaarschoolonderwijs, het lager, middelbaar, normaal, technisch en kunstonderwijs, inzonderheid op de artikelen 1 tot 5;

Gelet op de bijzondere wet tot hervorming van de instellingen d.d. 8 augustus 1980, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 27 december 1985 tot regeling van de ondertekening van de akten van de Executieve;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 18 februari 1988 houdende regeling van haar werking, zoals gewijzigd;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 24 april 1990;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Gelet op de beraadslaging van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 16 juli 1990;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs en Vorming, Sport, Toerisme en Internationale Betrekkingen en van de Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,

Besluit :

Artikel 1. Bij het Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming wordt een Raad van de ouders van leerlingen in de Franse Gemeenschap opgericht.

Deze Raad is gelast :

1. advies uit te brengen over alle algemene problemen inzake onderwijs en opvoeding, hetzij uit eigen beweging, hetzij op verzoek van de Ministers die voor het onderwijs bevoegd zijn.

2. de voormelde Ministers alle nuttige suggesties te doen voor de bevordering van het onderwijs en van de opvoeding van de jeugd.

Art. 2. De Raad is samengesteld uit :

1. een voorzitter en een ondervoorzitter, benoemd door de Executieve;

2. 6 werkende leden en 6 plaatsvervangers die de « Fédération des Associations de Parents de l'Enseignement officiel (FAPEO) », en de « Confédération nationale des Associations de Parents de l'Enseignement libre (CNAP) », vertegenwoordigen;

3. 12 werkende leden en 12 plaatsvervangers, gekozen door de betrokken Ministers uit een dubbelal kandidaten.

De werkende leden en de plaatsvervangers vertegenwoordigen, in gelijk aantal, de ouders van leerlingen van de inrichtingen voor officieel onderwijs in de Franse Gemeenschap en de ouders van leerlingen van de inrichtingen voor vrij onderwijs in de Franse Gemeenschap. Het dubbelal wordt aan de Ministers gezamenlijk voorgedragen door de nieuwe representatieve groeperingen van ouderverenigingen van het onderwijs van de Franse Gemeenschap.

Art. 3. De voorzitter, de ondervoorzitter en de leden van de Raad worden voor een termijn van 4 jaar door de Executieve benoemd.

Art. 4. De werkende leden en de plaatsvervangers bedoeld in art. 2, 3^o moeten bij hun aanwijzing ouder zijn van ten minste één kind, ingeschreven in het kleuteronderwijs, het lager of secundair onderwijs, en lid zijn van een oudervereniging aangesloten bij één van 2 verbonden bedoeld in art. 2, 2^o. De Executieve vervangt om de 3 maanden elk lid dat niet meer deel uitmaakt van de Raad : het nieuw aangewezen lid voleindigde het mandaat van zijn voorganger.

Art. 5. De voorzitter en de ondervoorzitter vertegenwoordigen respectievelijk elk van de twee ouderverenigingen bedoeld in art. 2, 2^o. De raad wordt beurtelings voorgezeten door een vertegenwoordiger van elk van die verenigingen, in een volgorde die aanvankelijk door de Executieve bepaald wordt.

Art. 6. In de Raad wordt een bestuur opgericht, bestaande uit :

1^o de voorzitter;

2^o de ondervoorzitter;

3^o 4 leden gekozen onder zijn werkende leden met inachtneming van de in art. 2, 2^o en 3^o, bepaalde pariteit.

Het bestuur coördineert de werkzaamheden van de Raad en de commissies en staat in voor de betrekkingen met de bevoegde overheid en met derden.

Het kan ook alle maatregelen treffen om de werking van de Raad te coördineren met een gelijkaardige instelling in een ander taalstelsel, onder voorwaarden die door de bevoegde Ministers bepaald worden.

Art. 7. Het secretariaat staat onder het gezag van het bestuur en wordt waargenomen door een ambtenaar met ten minste de rang van bestuurssecretaris, aangewezen in het Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming.

Art. 8. De Raad komt minstens eens per kwartaal bijeen : hij wordt bijeengeroepen door zijn voorzitter op diens initiatief of op verzoek van de bevoegde Ministers of op schriftelijk verzoek van ten minste 4 werkende leden.

Elke oproepingsbrief vermeldt de agendapunten.

Art. 9. De Raad beslist geldig wanneer meer dan de helft van de in artikel 2, 2^o en 3^o bedoelde leden aanwezig zijn.

Elke beslissing wordt bij gewone meerderheid genomen.

Art. 10. De Raad kan uit zijn leden commissies vormen, waarvan hij samenstelling, bevoegdheid en duur bepaalt. Die commissies kunnen personen omvatten die buiten de Raad gekozen zijn wegens hun bijzondere bevoegdheid, door de Raad erkend zijn en met raadgevende stem zitting hebben.

De commissies worden door een daartoe aangewezen bestuurslid voorgezeten.

Art. 11. De Raad stelt een huishoudelijk reglement op en legt het de Executieve ter goedkeuring voor.

Art. 12. Het mandaat van lid van de Raad is onbezoldigd. De leden genieten de vergoedingen voor reiskosten, toegekend aan de leden van de commissies, comités en raden van de Franse Gemeenschap.

Voor de berekening van die vergoedingen worden zij gelijkgesteld met de ambtenaren met de graad van directeur in de besturen van de Franse Gemeenschap. De personen waarvan de medewerking gevraagd wordt overeenkomstig artikel 10, worden voor hun reiskosten vergoed zoals de leden van de Raad.

Art. 13. De werkingsuitgaven van de Raad en van zijn secretariaat worden bekostigd ten laste van de begroting van het Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming.

Art. 14. De Minister van Onderwijs en Vorming, Sport, Toerisme en Internationale Betrekkingen en de Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 24 september 1990.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Onderwijs en Vorming, Sport, Toerisme en Internationale Betrekkingen,

J.-P. GRAFE

De Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,

Y. YLIEFF

F. 90 — 3074

1er OCTOBRE 1990. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française fixant le programme et les modalités d'organisation des épreuves permettant de délivrer le brevet de direction d'un établissement d'enseignement secondaire du degré inférieur de la Communauté française

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu la loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat, telle qu'elle a été modifiée;

Vu l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements;

Vu l'avis du Comité supérieur de concertation — secteur x — donné le 6 juillet 1990;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi ordinaire du 9 août 1980 des réformes institutionnelles;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il convient d'organiser sans délai la réglementation permettant d'accéder à la fonction de directeur dans l'enseignement secondaire du degré inférieur,

Arrête :

Article 1er. Le programme et les modalités d'organisation des épreuves permettant de délivrer le brevet de direction d'un établissement d'enseignement secondaire du degré inférieur de la Communauté française font l'objet des dispositions ci-après.

Art. 2. Le jury constitué en vue de délivrer ce brevet apprécie le dossier de chaque candidat. Ce dossier comprend tous les éléments d'appréciation fournis par l'intéressé et de nature à éclairer le jury sur ses mérites et ses aptitudes. Est annexé le dossier prévu à l'article 67 et constitué comme dit à l'article 68 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements.

Ce dossier est soumis à l'intéressé lors de l'une des épreuves. Il est ensuite noté sur 100 points.

Art. 3. Les épreuves comprennent une partie écrite et une partie orale.

Art. 4. La partie écrite des épreuves comporte :

§ 1er. L'appréciation par le candidat d'une leçon relevant de la discipline ou du groupe de disciplines que le candidat est habilité à enseigner. Cette épreuve est notée sur 150 points répartis comme suit :

a) critique détaillée de la leçon, figurant les remarques qui seraient faites verbalement au professeur, les conseils donnés en conséquence et les suggestions faites : 100 points;

b) rédaction du rapport de la visite faite avec appréciation de la leçon et du professeur : 50 points.

§ 2. La résolution de questions pratiques qui peuvent être traitées dans le cadre des dispositions légales et réglementaires relatives aux statuts des personnels de l'enseignement de la Communauté française.

Cette épreuve est notée sur 100 points.

§ 3. La résolution de questions pratiques en rapport avec la fonction de chef d'établissement et qui peuvent être traitées dans le cadre de la législation et de la réglementation sur l'organisation de l'enseignement primaire, de l'enseignement spécial et de l'enseignement secondaire.

Cette épreuve est notée sur 100 points.